

DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE DE L'ONU, LES DIRIGEANTS DE LA RÉGION DES GRANDS LACS EFFECTUENT UNE VISITE DE TERRAIN POUR ÉVALUER LES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA NEUTRALISATION DES FORCES NÉGATIVES DANS L'EST DE LA RDC



Sous la direction du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, les représentants des pays signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération et des représentants des Garants de l'Accord-cadre - à savoir l'ONU, l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) - se sont rendus le 11 septembre 2017 dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) pour évaluer les progrès accomplis dans la neutralisation des forces négatives dans cette région. La Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) a fourni un appui logistique à la visite, à laquelle participait également l'Ouganda.

Depuis des dizaines d'années, des groupes armés illégaux tels que les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), les Forces démocratiques alliées (ADF) et le M23 ont, à différentes époques, provoqué la détresse et contribué à l'instabilité et à l'insécurité dans l'est de la RDC. Malgré les progrès considérables réalisés dans la neutralisation de ces forces négatives, l'est de la RDC reste largement entre les mains de ces groupes armés, qui continuent de perpétrer des actes de violence et des violations des droits de l'homme contre les populations civiles et participent à l'exploitation illicite des ressources naturelles.

En outre, l'absence de progrès dans la mise en œuvre des Déclarations de Nairobi et les incursions en RDC d'anciens éléments du M23 venus d'Ouganda à la fin de l'année dernière et au début de cette année demeurent une source de préoccupation, car elles alimentent un climat de tension et de méfiance entre les pays de la région. Par ailleurs, à la suite de la reprise des combats au Soudan du Sud en juillet 2016, des centaines de combattants du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (M/APLS dans l'opposition) et des milliers de réfugiés sud-soudanais ont franchi la frontière et pénétré dans l'est de la RDC, où leur présence menace un peu plus la stabilité du pays, aggravant ainsi une situation déjà précaire et imprévisible dans cette région.

Face aux problèmes susmentionnés, les représentants des Garants de l'Accord-cadre ont exécuté un certain nombre d'activités destinées à appuyer l'action menée pour neutraliser les forces négatives. Parmi ces activités figurent notamment une série de consultations en Ouganda, au Rwanda et en RDC en avril 2016 et une visite de terrain dans l'est de la RDC en mai de la même année, qui étaient destinées à faire participer les parties prenantes à la réflexion sur les moyens de lever les obstacles à la mise en œuvre des Déclarations de Nairobi et au rapatriement des éléments de l'ex-M23 encore présents en Ouganda et au Rwanda, et à encourager le rapatriement au Rwanda des éléments désarmés des FDLR présents en RDC.

À l'issue de la dix-septième réunion du Comité d'appui technique de l'Accord-cadre, tenue au Kenya le 4 mai 2017, les membres du Comité ont décidé d'entreprendre une deuxième visite dans l'est de la RDC en septembre de la même année en vue d'évaluer la situation sur le terrain et de faire des recommandations à l'intention des Chefs d'État et de gouvernement de la région.

Le Comité d'appui technique est un mécanisme consultatif composé de hauts fonctionnaires des 13 pays signataires de l'Accord-cadre. Il est censé formuler des recommandations tendant à faire avancer la mise en œuvre des objectifs fondamentaux de l'Accord-cadre, notamment la neutralisation des groupes armés ; la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles ; la lutte contre l'impunité et la promotion de la coopération judiciaire ; la recherche de solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées ; l'appui à l'autonomisation des femmes et des jeunes ; et la promotion de l'intégration régionale, du développement économique et de la bonne gouvernance.

La visite de terrain avait pour objectifs d'évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la neutralisation des forces négatives ainsi que dans le processus de désarmement, démobilisation, réintégration, et réinstallation ou rapatriement (DDRRR) des combattants étrangers désarmés ; de renforcer les initiatives actuellement menées pour neutraliser les forces négatives ; et d'accélérer le rapatriement des ex-combattants, y compris les éléments désarmés des FDLR et du M/APLS dans l'opposition se trouvant dans l'est de la RDC, ainsi que les membres de l'ex-M23 qui sont encore présents en Ouganda et au Rwanda.